

Avenant n° 21 du 8 décembre 2023
relatif au régime de prévoyance

NOR : ASET2450009M

IDCC : 3109

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Alliance 7 ;

CSFL ;

CFC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

FNAA CFE-CGC ;

FGA CFDT,

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux ont, par avenant n° 18 du 9 juin 2023, décidé de modifier les dispositions de l'article 10 relatives au régime de prévoyance de la convention collective nationale des 5 branches industries alimentaires diverses, par l'introduction de nouvelles dispositions relatives aux salariés bénéficiaires (art. 10.1) et aux conditions de maintien des garanties de prévoyance (art. 10.2).

Afin de permettre l'extension des garanties réservées aux cadres à des salariés pouvant y être assimilés, en application des anciennes dispositions prévues par l'article 36 de l'annexe I à la convention collective nationale de retraite et de prévoyance des cadres du 14 mars 1947, devenu depuis le 1^{er} janvier 2019 « Catégorie agréée par l'APEC », les partenaires sociaux ont souhaité, par le présent avenant, compléter, à compter de sa date d'effet, les dispositions de l'article 10.1 de la convention collective nationale.

Article 1^{er} | Modification du régime de prévoyance (art. 10)

L'article 10.1 « Salariés bénéficiaires »

À l'article 10.1 relatif aux salariés bénéficiaires, tel que modifié par l'avenant n° 18 du 9 juin 2023, est ajouté ce qui suit :

« Les entreprises relevant du champ d'application du présent accord ont la faculté de faire bénéficier aux salariés relevant de la catégorie des techniciens et agents de maîtrise dont l'emploi est classé aux niveaux IV et V (échelons 1 et 2) d'un régime de prévoyance à destination des salariés cadres (sous réserve de l'agrément du présent accord par la commission paritaire rattachée à l'association pour l'emploi des cadres – APEC).

Lorsqu'une entreprise fait usage de cette faculté, les salariés susmentionnés n'ont pas à être affiliés au présent régime de prévoyance non-cadres.

En outre, l'usage de cette faculté suppose pour l'entreprise, la formalisation de ce choix. »

Article 2 | Date d'effet

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, prend effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 3 | Stipulation spécifique pour les entreprises de moins de 50 salariés

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les parties signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire de prévoyance dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce quel que soit l'effectif de leur entreprise.

Article 4 | Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation et du dialogue social en application du code du travail.

Fait à Paris, le 8 décembre 2023.

(Suivent les signatures.)